Lugan : “Les évènements de Tunisie et d’Egypte ont mis en évidence la double tare du journalisme français”

16/02/2011 à 1h38
Editorial du nouveau numéro de L’Afrique Réelle (février 2011) :

Le 5 janvier 2011, interrogé par Robert Ménard sur Itélé (la vidéo est visible sur mon blog), j’avais expliqué en quoi la position de Laurent Gbagbo était forte et comment, arcbouté sur la Côte d’Ivoire « utile », sa stratégie était de gagner du temps afin de mettre en évidence l’impuissance d’Alassane Ouattara. Contrairement à ce qui était alors affirmé par les « spécialistes » et les correspondants « sur place », j’avais également dit que Laurent Gbagbo n’était pas isolé et qu’il disposait de soutiens, tant en Afrique qu’ailleurs dans le monde. Dans ce numéro de l’Afrique Réelle nous revenons sur sa stratégie et sur celle de l’ONU dont le but est l’assèchement financier de son régime.

Le 16 janvier 2011, soit dix jours avant le début des évènements égyptiens, dans un communiqué consacré à la situation en Tunisie, j’écrivais : « Le prochain pays qui basculera sera l’Egypte (…) ». Or, si l’Egypte a été bousculée, elle n’a pas – encore ? – basculé car l’armée, au pouvoir depuis 1952 à travers Neguib, Nasser, Sadate et Moubarak demeure aux commandes. Dans la tradition historique égyptienne un « mamelouk » a donc remplacé un autre « mamelouk ».

Cependant, tout ne fait que commencercar la pression de la rue sert de paravent aux Frères musulmans et parce que l’armée est

loin d'être monolithique.
Cette dernière est en effet composée de conscrits et de soldats de métier dont les préoccupations sont très différentes.
Quant au corps des officiers, il est divisé en trois courants aux forces largement inconnues : les officiers formés aux Etats- Unis et « théoriquement » garants de la paix avec Israël, les partisans d'une république islamiste et les nationalistes.
Comment vont-ils se positionner ? Là est la grande inconnue.

Les évènements de Tunisie et d'Egypte ont mis en évidence la double tare du journalisme français qui est le non recul par rapport à l'évènement et l'engagement partisan, les journalistes s'étant, sans la moindre distanciation, faits les porte voix des manifestants.

A ce sujet une distinction particulière revient à Catherine Coroller « envoyée spéciale » du journal Libération qui a intitulé son article en date du 7 février 2011 : « Comment les années Ben Ali ont pénalisé l'économie de la Tunisie ». Or, s'il est possible de considérer que le régime Ben Ali était autoritaire ou même dictatorial, on peut débattre de ce dernier point, il est en revanche insolite de lui reprocher d'avoir économiquement « pénalisé » la Tunisie. Je n'en veux pour preuve que le Rapport économique sur l'Afrique 2010 édité par la Commission économique de l'Afrique (ONU) et l'Union Africaine (voir la pièce jointe à cet envoi).

En ces temps d'emballements et de vapeurs démocratiques, méditons cette phrase prononcée le dimanche 30 janvier 2011 par Theodoro Obiang Nguema, le nouveau président de l'UA (Union africaine), lors de son discours de prise de fonction : « Les concepts de démocratie, des droits de l'homme, de bonne gouvernance, ne sont pas nouveaux pour l'Afrique, mais il convient plutôt de les adapter à la culture africaine ».

Le président équato-guinéen donne en quelques mots une leçon

de d’ethnorelativisme à ces activistes de l’ingérence démocratique qui ont fait tant de mal à l’Afrique sud-saharienne. Plus encore, il enterre définitivement le diktat démocratique décrété à La Baule le 20 juin 1990 par François Mitterrand.
Qui osera contester la position de l’un des principaux producteurs d’or noir du continent au moment où les nuages s’amoncellent sur le pétrole arabe ?

Le blog de Bernard Lugan